
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N°. LXXXVII.

Du Mercredi 23 Septembre 1789.

Séance du Lundi soir.

F I N A N C E S.

C E n'est plus un problème de savoir s'il faut détruire l'impôt désastreux de la gabelle. L'opinion publique & les ministres même l'ont depuis long-temps condamné. En reproduire l'idée dans les pays de grande gabelle, avec une modération de moitié, c'est laisser subsister la haine nationale presque entière, que cet impôt a généralement excité & que son nom seul perpétueroit infailliblement. L'introduire dans les pays exempts, ce seroit les soulever, & malheureusement cette opposition ne seroit pas destituée de fondemens; non-seulement ce seroit exposer ces provinces à toute les vexations qu'entraîne cet impôt & dont l'idée seule révolte l'esprit des peuples, ce seroit encore

Tome III.

G



les accabler d'un poids dont elles se sont affranchies à prix d'argent ; ce seroit encore oublier que par compensation on les a surchargées à d'autres égards. Il paroît donc que le mieux seroit d'abolir absolument un impôt dont le nom seul est odieux à tous les Français, & d'en effacer jusqu'au souvenir ; en général, il n'y a que les institutions favorables qui méritent la peine d'être conservées à force de réparations & de ravodages. La seule opération qui reste à faire est un remplacement ; mais le grand art de ce remplacement doit consister à soulager le peuple sans appauvrir le fisc, & par conséquent à substituer un impôt sur des objets de luxe au subside cruel établi sur un objet de première nécessité. Un ministre peut craindre de soulever contre lui la classe redoutable des financiers, par une révolution absolue dans le régime des impôts, qui rendroit inutile les anciens agens du fisc. Mais il n'est ni corps ni cabale redoutable pour une nation ; l'assemblée nationale pourroit donc sans hésiter faire ici un premier essai du nouveau régime fiscal, qui doit anéantir l'ancien.

M. Dupont a proposé, dans un discours sur la gabelle, le commencement de métamorphose finale ; les idées de détail en sont très-bonnes ; le moyen qu'il donne de remplacer les gabelles est une contribution égale ; & ce produit net, que le gouvernement retire de l'impôt, réparti de la manière que les provinces jugeront le plus favorable, & que l'assemblée règlera d'après leurs observations, sauf à pourvoir par ces provinces de mois en mois au paiement du douzième de leur contribution, par des emprunts ou autrement, jusqu'à ce que les rôles soient en recouvrement.

Le discours de M. Dupont contient des choses intéressantes, dont on ne croit pas devoir priver le public ; il a

observé que le projet du comité manquoit à la fois l'occasion de supprimer les gabelles & celle de procurer à l'état un remplacement propre ; qu'il augmente , par la perte de trente millions de revenu , les embarras de nos finances ; qu'en réduisant le sel à six sols , on ne donnoit pas à l'agriculture l'encouragement dont elle a besoin , & l'on se réduisoit à choisir entre deux injustices.

Ou envers les provinces des grandes gabelles , si on leur faisoit payer l'indemnité de 30 millions , qui seroient nécessaires , & dont les frais de perception seroient une surcharge pour ces provinces , qui n'en continueroient pas en vain de payer presque en entier les frais actuels de la perception des gabelles.

Ou envers les provinces *franches & rédimées* , si ne demandant pas d'indemnité spéciale aux provinces de gabelle , on se trouvoit réduit à rejeter cette indemnité sur le royaume qui ne peut se passer d'un revenu auquel il n'est pas juste de faire contribuer les provinces *franches & rédimées*.

Il est démontré que les frais de quatre mille procès , les accommodemens clandestins , la contrebande & les vexations de toute espèce , coûtoient à la nation plus que ne feroit la fourniture du sel libre & marchand ; de sorte que la différence de quinze millions entre ce que le peuple paye & ce que l'état reçoit pour la gabelle , est en pure surcharge pour les contribuables. Cette proposition effrayante a-t-il dit , « comment les provinces des gabelles payeront-elles cinquante-six millions de plus ? n'est que la traduction infidelle de cette expression consolante , comment les provinces de gabelle pourront-elles parvenir à payer quinze millions de moins , & que leur richesse sera augmentée par le commerce de salaison de toute espèce ?

par l'amélioration des engrais & par l'augmentation des bestiaux ». Le discours de M. Dupont , dans lequel il avoit déployé une grande connoissance de son sujet , principes des finances , a fait une telle sensation , qu'on a proposé , par une acclamation presque générale , d'en conférer avec le premier ministre des finances.

En prenant les voix sur cette proposition , la *majorité* a été douteuse. A une deuxième épreuve , la *minorité* pour la proposition , a été certaine ; enfin , l'assemblée a préféré l'arrêté du comité , quoiqu'elle l'eût repoussé le samedi précédent , comme inférieur à celui de M. l'archevêque d'Aix , dont le projet de M. Dupont n'étoit qu'un amendement. Celui-ci a tenté de représenter ses idées comme amendement au projet du comité , mais alors il n'avoit plus en sa faveur une minorité si évidente qu'on n'a pas même voulu entendre sa rédaction.

Ainsi l'affaire de la gabelle a été décidée conformément à l'avis du comité , & au projet du premier ministre des finances ; ce qui porte à croire que , malgré les fortes raisons que M. Dupont y a opposées , on s'est déterminé pour le mieux. Nous rendrons compte demain du jugement des amendemens nombreux & utiles qui ont été faits , en rapportant le décret qui ayant été renvoyé au comité de rédaction , n'a pas encore été relu à l'assemblée.

Séance d'hier.

L'assemblée nationale devra de la reconnaissance au clergé d'Alsace qui , en déclarant ingénument qu'il n'a pas donné des pouvoirs à ses députés pour abandonner les dîmes , lui envoie des mémoires instructifs. Il est vrai que M. Lavie , député de cette province , a prouvé qu'on ne devoit faire aucune mention de cette adresse dans le procès-verbal.

M. Regnaud en a demandé la suppression comme tendante à faire renaitre la division des ordres. Le clergé a demandé la *question préalable*, quelques membres de la noblesse l'ajournement, & il a été accordé.

Si la révolution actuelle nous devoue aux angoisses insupportables des orages de la liberté & des besoins du trésor public, ne pouvons-nous pas nous flatter d'en tirer aussi un moyen qui peut en très-peu de temps en adoucir les terribles effets? Le patriotisme & l'honneur se réunissent pour rassurer la France contre les ennemis du bien public, & les exemples généreux sortent également du sein même de l'assemblée nationale & de toutes nos cités. MM. Huot de Gomourts, Gossin, l'abbé Grégoire, Voidel, Marquis & Bazoche, députés de la généralité de Lorraine & Barrois, ont offert à la nation un sacrifice patriotique du centième de leur fortune; les habitans de la ville de Secour & villages voisins ont offert à l'emprunt national 20,000 livres, à prendre sur le receveur des domaines & bois. M. Mongiti a fait plusieurs dons dont la totalité se monte à 10,000 livres; même don fait par M. le comte de Sailli, membre de l'assemblée nationale. M. Ladier, de Paris, a fait une remise d'une année d'arrérages de ses rentes sur le roi, se portant à 1400 livres. M. Samarie, curé de Carcassonne, a donné une autre somme; M. Albert, 3000 liv. & M. Eiderman, musicien, 520 livres; une jeune demoiselle a envoyé 300 livres, pour engager ceux qui possèdent davantage à donner. Les habitans d'Ainière ont ouvert une souscription. Ce dernier exemple sera sans doute imité dans toutes les villes. M. Pélaque Bérault, député du Condomois, a donné à l'état la finance de son office de procureur du roi à l'élection de Condom.

Pen dnt qu'on présentoit à l'assemblée le tableau de ces dons patriotiques, le roi, dédaignant un faste inutile à sa

grandeur, envoyoit à la monnoie toute son argenterie & celle de la reine. Le même trait honora la vie de Louis XIV, mais c'étoit pour payer les frais de la guerre qui désoloit l'Europe; Louis XVI veut s'en servir pour assurer les bases de la liberté qui doit régénérer ses peuples.

« Cette conduite mémorable est un éveil bien puissant pour des cœurs français, disoit M. Boéri, député du Berri, qui, avec ses collègues, offroit de réaliser le centième de sa fortune au profit de l'état; mais, ajoutoit-il, la nation rassemblée sous les yeux de l'univers, souffrira-t-elle que le monarque qui la gouverne se prive des chefs-d'œuvre de nos artistes, tandis que les autres puissances les recherchent? Non sans doute, elle s'empressera de supplier sa majesté de recevoir des mains de ses peuples ces effets précieux; elle fera plus, elle offrira des efforts dignes de la grandeur & de la puissance de l'empire français; efforts qui ranimeront les espérances de ceux qui doutent du sort des créanciers de l'état; effort qui prouveront que l'assemblée nationale a eu raison, en mettant les créanciers de l'état sous la sauve-garde de l'honneur & de la loyauté française, de compter sur les sacrifices de cette nation sensible & généreuse. »

Cette motion a été appuyée par M. Deschamps, qui a proposé que M. le président fût chargé aussi-tôt de se retirer par devers le roi, pour le supplier de garder sa vaisselle. M. de Toulangeon vouloit qu'on prit des moyens plus grands & plus dignes d'une nation pour le paiement des dettes de l'état; mais dans les calamités publiques, c'est un luxe corrompu, ce sont des jouissances fastueuses & des richesses stériles qu'il faut sacrifier à la sûreté de la patrie. Les chefs-d'œuvre des artistes qui conviennent à des peuples heureux, ne sont plus rien quand les nations sont prêtes à périr.

Cependant la motion de MM. Boësi & Deschamps a été adoptée, & M. de Clermont-Tonnerre est allé porter au roi le vœu de l'assemblée.

On devoit s'attendre qu'un monarque, qui n'a d'autre mobile que l'amour du bien, d'autre desir que le bonheur de ses peuples, l'emporteroit sur l'assemblée même dans ce combat de générosité; voici sa réponse:

« Je suis fort touché des sentimens que l'assemblée nationale me témoigne; vous l'en assurerez de ma part: mais je persiste dans une disposition que la rareté du numéraire effectif rend convenable. La reine, ni moi, n'attachons aucune importance à ce sacrifice. »

Les plus vifs applaudissemens, accompagnés d'acclamations réitérées, ont été le digne prix d'une pareille action. Quand la justice & la probité sont sur le trône, toutes les vertus règnent avec elles.

On a repris l'ordre du jour sous la présidence de M. l'évêque de Langres. Jusqu'à présent, des circonstances impérieuses ont forcé l'assemblée à se faire, *au jour le jour*, un plan de travail mille fois interrompu; mais le nouveau comité de constitution a paru la rassurer contre cette mobilité, & nous dirons même cette versabilité dans les travaux & dans les opinions sur l'ordre des matières. M. Target a annoncé que dans trois jours le comité présenteroit à l'assemblée un plan d'organisation des municipalités & des assemblées provinciales, si désiré & si nécessaire dans toutes les parties du royaume.

Nous n'en sommes pas à cette partie, disoit M. Deschamps; ce n'est pas par lambeaux qu'une constitution doit être faite; il faut des bases; les deux pouvoirs législatifs & exécutifs doivent être organisés avant le pouvoir administratif qui en dérive. Je demande qu'on reprenne les articles proposés par le comité de constitution.

M. Rabaud de Saint-Etienne présentoit le desir & les besoins des provinces ; l'établissement des assemblées municipales & provinciales , lui paroissoient l'objet le plus pressant. C'est en vain, disoit-il, que vous auriez fait une belle constitution , si chaque municipalité alloit établir un régime particulier , & former une multitude de petits corps qui ne seroient liés ni entr'eux , ni avec le tout. Enfin, après de nouvelles observations de MM. Grégoire , le duc de Mortemart & Desmeunier , l'assemblée s'est décidée à reprendre l'ordre de travail du comité de constitution , dont voici le premier article.

« Le gouvernement français est monarchique , il est essentiellement dirigé par la loi ; il n'y a point d'autorité supérieure à la loi. Le roi ne règne que par elle , & quand il ne commande pas au nom de la loi , il ne peut exiger l'obéissance ».

A peine cet article a-t-il été exposé à la discussion ; que l'on a vu renaître une foule d'amendemens. M. l'évêque de Chartres vouloit que l'on dit, *que c'est au nom de la loi que le roi exige l'obéissance*. M. Target disoit que cette rédaction vicieuse devoit céder à celle-ci ; *c'est au nom de la loi que le roi peut exiger l'obéissance*. En effet, c'est du droit qu'il s'agit & non du fait ; *peut exiger*, est le langage du législateur ; *exige*, est celui du despote.

On est allé aux voix , & l'article a été admis avec l'amendement de M. Target , & un autre de M. l'évêque de Chartres sur le commencement de l'article.

Le second article a été exposé à la discussion , & toutes les critiques ont porté sur le mot *sanctionner*. M. Chapelier trouvoit un grand inconvénient à mettre dans l'article ce mot sanctionner , auquel on n'avoit pas encore donné un sens déterminé. Il proposoit de dire : le pouvoir législatif appartient à la nation & ne peut être exercé que par ses

représentans, librement élus. Il vouloit faire un second article pour le sanctionnement de la loi.

M. Tronchet a défini la sanction, qu'il a distinguée avec raison de la promulgation, qui n'est autre chose que publier la loi : M. Guillotin vouloit qu'on définît la sanction ; M. Bouche réclamoit aussi, avec raison, des définitions claires & exactes, telles que les loix doivent les énoncer. Mais on étoit arrêté sans cesse par les réponses faites aux voix, à l'ordre. M. de Lally insistoit pour que l'article fût conservé tel qu'il étoit rédigé ; il trouvoit du danger à diviser les deux dispositions qu'il contient ; le principe, que les loix doivent être sanctionnées, est, disoit-il, dans nos cœurs & dans notre conscience ; je prononcerai toujours ce nom avec respect, il est plus positif & plus sacré que ce mot de principe dont on nous rebat sans cesse les oreilles.

L'assemblée a décidé franchement & monarchiquement la sanction royale, ajoutoit M. l'évêque de Nancy ; il est donc impossible de changer les dispositions de cet article. Toute division, toute rétorsion pourroient ouvrir la porte à bien des dangers.

Ici les ordres ne cessoient de crier à l'ordre, & l'on vouloit aller aux voix, en soutenant que la discussion étoit fermée, lorsque M. Dupont a dit ; la discussion finie, l'on devroit commencer la définition ; le consentement du roi est l'acte par lequel il promet sa sanction. La sanction est l'acte par lequel le roi déclare qu'il punira les infractions de la loi ; la promulgation est l'acte par lequel le Roi fait connoître qu'il a donné sa sanction.

Enfin on est allé aux voix & la demande de la division a été rejetée.

On a proposé d'ajouter à la fin de l'article, *sanctionnées par le roi, conformément par les précédens décrets.* Cet amendement a été rejeté sans doute comme inutile, puisqu'un

décret antérieur fixe les droits concédés au roi sur la législation.

Alors M. de Mirabeau a attaqué la rédaction, en disant : je demande ce qu'on entend par un acte de législation qui n'est pas une loi, cette question topique & la phrase que j'attaque, n'est pas française, je ne connois à cela qu'une réponse, c'est de crier aux voix, & cette réponse est sans réplique.

Quand l'article sera passé ; a dit M. de Lally, je me charge de le justifier aux yeux de la nation. Une discussion, plus grammaticale que politique, a occupé quelques instans ; enfin, on est allé aux voix en la forme ordinaire d'assis & levé, & M. le président a déclaré que la majorité étoit pour adopter l'article suivant.

Tout acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi, qu'autant qu'il aura été fait par l'assemblée des représentans de la nation, légalement & librement élus, & qu'il sera sanctionné par le monarque.

On a élevé des doutes sur la majorité ; on a réclamé ensuite une meilleure rédaction : des débats aussi stériles qu'orageux ont succédé à ces doutes, & peut-être tous les esprits auroient été conciliés, si cet article, mal rédigé suivant quelques-uns, ne contenoit pas un pléonasme. Il semble, en effet, que le corps législatif & l'assemblée des représentans est la même chose ; Solon parloit grec aux Athéniens ; les législateurs de la France doivent lui parler en français. Quelques réclamations, élevées à la fin de la séance ont engagé M. le président à renvoyer à la prochaine la question en l'état où elle se trouvoit.

Nº.
l'empie
Nº.
Nº. 8

N.
au qu
veller
qui se

On
Palais
de l'E

Le
6 liv.
tout
au q
ti me
l'arge
reque

E R R A T A.

N°. LXXXV , pag. 49 , lig. 8 , de *l'impôt* , lisez de *l'empire*.

N°. LXXXVI , pag. 64 , lig. 31 , d'*Ecart* , lisez de *Curt*.
N°. 86.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N°. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro , & finira au cent-vingtième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.